



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
AUTORISATION D'OCCUPATION AU DOMAINE PUBLIC
ENEDIS
89 rue du Général de Gaulle
Le Jeudi 11 décembre 2025**

Le Maire de la commune de Vaux-sur-Seine,

Vu la loi n°82.213 du mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-1 à L.2213-2 ;
Vu le Code de la Route en vigueur et notamment les articles R.411-1 à R.411-9 sur les pouvoirs de police et de circulation, les articles R417-1 à R.417-13 sur les arrêts et stationnements, les articles R.411-17 à R411-24 sur les interdictions et les restrictions de circulation et les articles R.325-1 à R.325-46 sur les immobilisations et mises en fourrière ;

Vu le Code Pénal, notamment l'article R610-5 ;

Vu l'arrêté permanent général réglementant la circulation et le stationnement de la commune de Vaux-sur-Seine, portant le numéro 28/2023, en date du 23 février 2023 ;

Considérant la demande de M. BACCOUCHE Oulfa, pour le compte ENEDIS, en vue d'obtenir une autorisation d'intervenir 89 rue du Général de Gaulle à VAUX-SUR-SEINE, dans le cadre d'un changement de groupe électrogène, ceci à l'aide d'une grue ;

Considérant que ces travaux nécessitent certaines restrictions temporaires de stationnement ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Jeudi 11 décembre 2025, entre 09h00 et 16h00, la société ENEDIS sera autorisée à effectuer les travaux précités 89 rue du Général de Gaulle à Vaux-sur-Seine (78740) et les restrictions suivantes seront appliquées :

- Le stationnement sera interdit à tout véhicule non intervenant et déclaré gênant sur la totalité du parvis de l'Espace Marcelle Cuche, et ce, jusqu'à l'entrée de la Bibliothèque.

Article 2 :

Pendant toute la durée du chantier, l'entreprise aura la charge de la mise en place de la signalisation nécessaire du chantier. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation qui devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui actuellement, sont celles édictées par l'Arrêté Interministériel du 24 Novembre 1967, modifié notamment par l'Arrêté du 6 Juin 1977 et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 8^{ème} partie – approuvée par l'Arrêté du 6 Novembre 1992.

Article 3 :

Toute infraction au présent arrêté sera sanctionnée conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Madame la Directrice Générale des Services de la ville de VAUX-SUR-SEINE
- Monsieur le Responsable des Services Techniques de la ville de VAUX-SUR-SEINE
- Madame la Responsable du service de Police Municipale de la ville de VAUX-SUR-SEINE
- Monsieur BACCOUCHE Oulfa, le demandeur

Chacun est chargé en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté.

Article 5 :

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois après transmission aux services de l'Etat, à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication.

Fait à VAUX-SUR-SEINE, le 27 novembre 2025

**Le Maire,
Jean-Claude BRÉARD**

